

Regards Citoyens

Parlement & OpenData Enjeux citoyens et démocratiques



Paris Université de Nanterre – Master II Éric Phelippeau – 5 décembre 2011



Regards Citoyens ?

- Des férus de numérique
- Qui se passionnent pour l'activité parlementaire en 2009
- Mettent leurs compétences techniques au service de cette passion





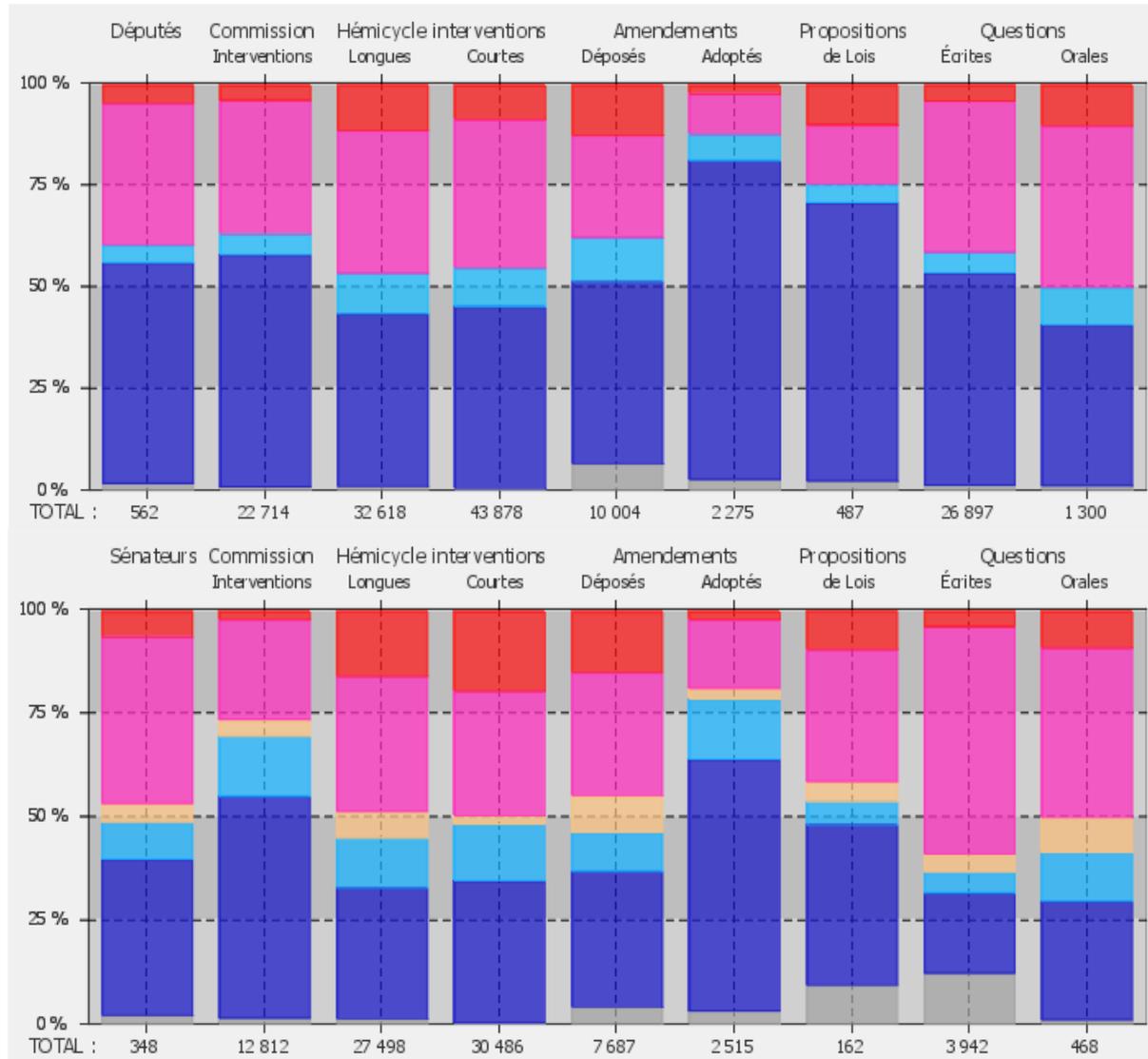
NosDéputés.fr & NosSenateurs.fr

- Mettre en valeur l'activité des parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat
- Intègre un maximum de données publiques issues du JO ou des sites de l'Assemblée et du Sénat





Une 1^{ère} approche synthétique





Renouer le lien citoyens – élus

- Identifier ses élus
- Suivre leur activité
- Consulter le travail au fond
- Commenter et dialoguer

Trouver son député



Pour retrouver votre député sur le site, vous pouvez saisir son nom.

Si vous ne le connaissez pas, indiquez votre code postal ou le nom de votre commune, et nous essaierons de le trouver pour vous :

Exemples : patrick, 77840, saint-herblain, trois rivières, ...

Trouver mon député

Suivre l'activité du député



par email



par RSS



Renouer le lien citoyens – élus

- Suivre l'actualité parlementaire sur un sujet précis

Résultats pour « "données publiques" OR "informations publiques" »

Affiner par date : entre septembre 2009 et novembre 2011



Résultats 1 à 20 sur 352185 **triés par pertinence** — trier par date

Amendement N° 247 au texte N° 2827 - Article 30 ter (Tombe)

Cet article vise à permettre de réaliser des enquêtes administratives sur les personnes demandant des licences de réutilisation des **données publiques**, afin de s'assurer qu'elles ne risquent pas de faire un usage contraire à l'ordre public de ces données. Tel qu'il est rédigé, l'article permet, potentiellement, de réaliser des enquêtes administratives sur tous les demandeurs d'**informations publiques**, quelque soit la nature des informations demandées. En effet, il vise l'article 16 de la loi du 17

Consulter

Question N° 56147 du 28/07/09 (Premier ministre) (Réponse le 29/09/09)



Lionel Tardy

promouvoir la réutilisation des **informations publiques**, a incité depuis lors chaque administration à constituer un répertoire des principaux documents et informations réutilisables qu'elles détiennent. Assistés en cela par l'APIE, six ministères ont déjà mis en ligne un répertoire des **informations publiques**. Le plan France Numérique 2012 annoncé par le Gouvernement en octobre 2008 prévoit le développement d'un portail unique d'accès aux **données publiques**. Sa conception et sa réalisation ont été confiées

S'abonner aux résultats de cette recherche



par email



par RSS

Affiner la recherche

Réinitialiser les dates

Filtrer par type de résultat

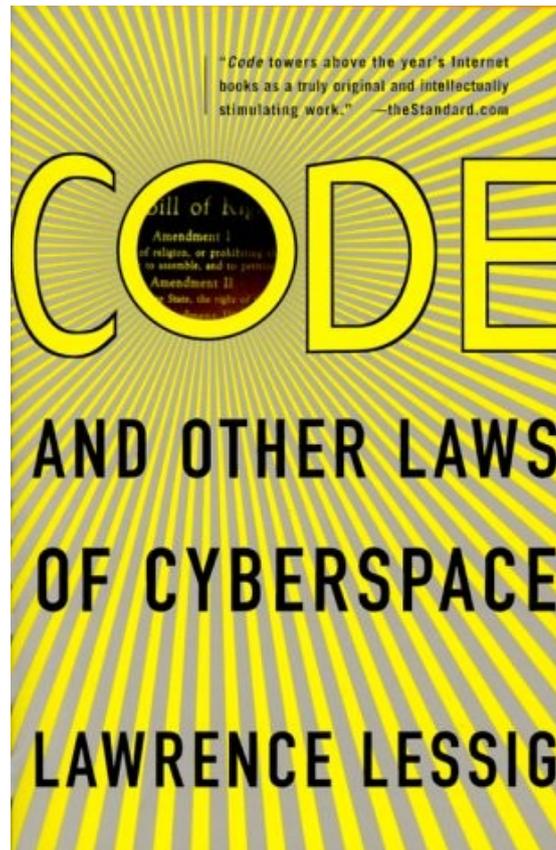
- Interventions (250097)
- Questions écrites (73201)
- Amendements (23456)
- Documents parlementaires (2567)
- Commentaires (1665)
- Députés (638)
- Dossiers (336)
- Organismes (225)

Filtrer par député

- Marc Le Fur (8367)
- Catherine Vautrin (8320)
- Marc Laffineur (7292)



« Code is Law » Lawrence Lessig





Développeur Vs. Législateur ?

- Des points communs :
 - Décrire des interactions humaines
 - À travers un formalisme (droit / langage de progr.)
 - Des productions en permanente évolution
- Des besoins communs :
 - Documentation pour comprendre, interpréter, ...
 - Retrouver qui est à l'origine de quoi



Simplifions la loi 2.0

Simplifions la loi 2.0 : LOPPSI

(Sécurité intérieure : loi d'orientation et de programmation pour la performance)

Article 2 (Chapitre 2 : Lutte contre la cybercriminalité)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

L'**article 2** crée l'incrimination d'utilisation frauduleuse de données à caractère personnel de tiers sur un réseau de télécommunication.

Le nouvel article 222-16-1 du code pénal réprime l'utilisation malveillante, dans le cadre des communications électroniques, de l'identité d'autrui ou de toute autre donnée personnelle, en vue de troubler sa tranquillité ou de porter atteinte à son honneur ou à sa considération. Il sanctionne ces comportements, sur le modèle des appels téléphoniques malveillants, d'une peine d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

[Commenter](#)

1. Le code pénal est ainsi modifié :
2. 1° Les articles 222-16-1 et 222-16-2 deviennent respectivement les articles 222-16-2 et 222-16-3 ;
3. 2° L'article 222-16-1 est ainsi rétabli :
4. « *Art. 222-16-1.* - Le fait de faire usage, de manière réitérée, sur un réseau de communications électroniques, de l'identité d'un tiers ou de données qui lui sont personnelles, en vue de troubler la tranquillité de cette personne ou d'autrui, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.
9 amendements déposés sur cet alinéa : [n° 142](#) [n° 18](#) [n° 19](#) [n° 241](#) **adopté** [n° 242](#) **adopté** [n° 33](#) [n° 34](#) [n° 35](#) [n° 4](#)
5. « Est puni de la même peine le fait de faire usage, sur un réseau de communications électroniques, de l'identité d'un tiers ou de données qui lui sont personnelles, en vue de porter atteinte à son honneur ou à sa considération. »
4 amendements déposés sur cet alinéa : [n° 20](#) [n° 36](#) [n° 37](#) [n° 5](#)

Tous les amendements déposés sur cet article : [n° 142](#) [n° 18](#) [n° 19](#) [n° 20](#) [n° 241](#) **adopté** [n° 242](#) **adopté** [n° 255](#) [n° 32](#) [n° 33](#) [n° 34](#) [n° 35](#) [n° 36](#) [n° 37](#) [n° 38](#) [n° 4](#) [n° 5](#) [n° 73](#)

Amendement proposant un article additionnel après l'article 2 : [n° 39](#)

20 commentaires :



Visualiser des modifications

- Visualisation cartographique de l'évolution d'un projet de loi





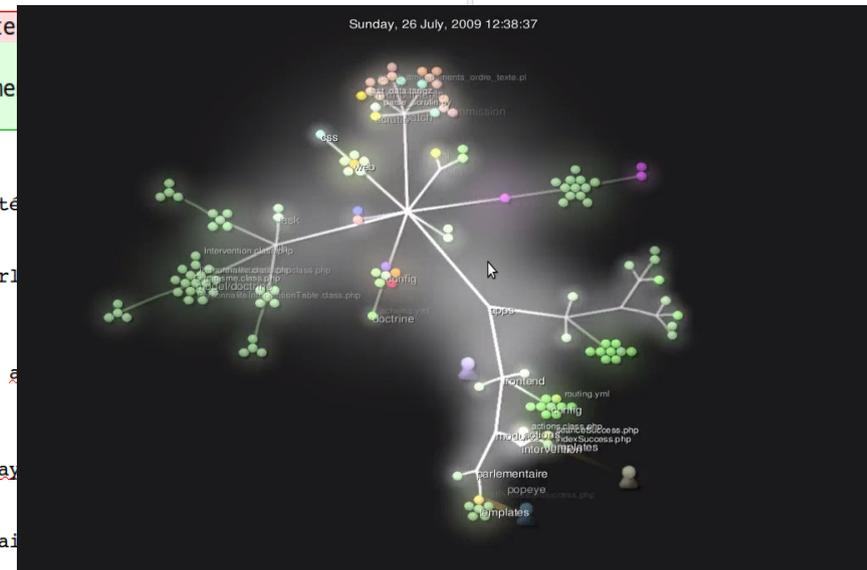
Projet PICRI avec Sciences-Po

cpc/trunk/project/apps/frontend/modules/documents/templates/showSuccess.php

Tabular Unified

r1525	r2012
21	21
22	22
23	
	23
24	24
25	
	25
	26
26	27
27	28
...	...
58	59
	60
59	60
60	
	61
61	62
62	63

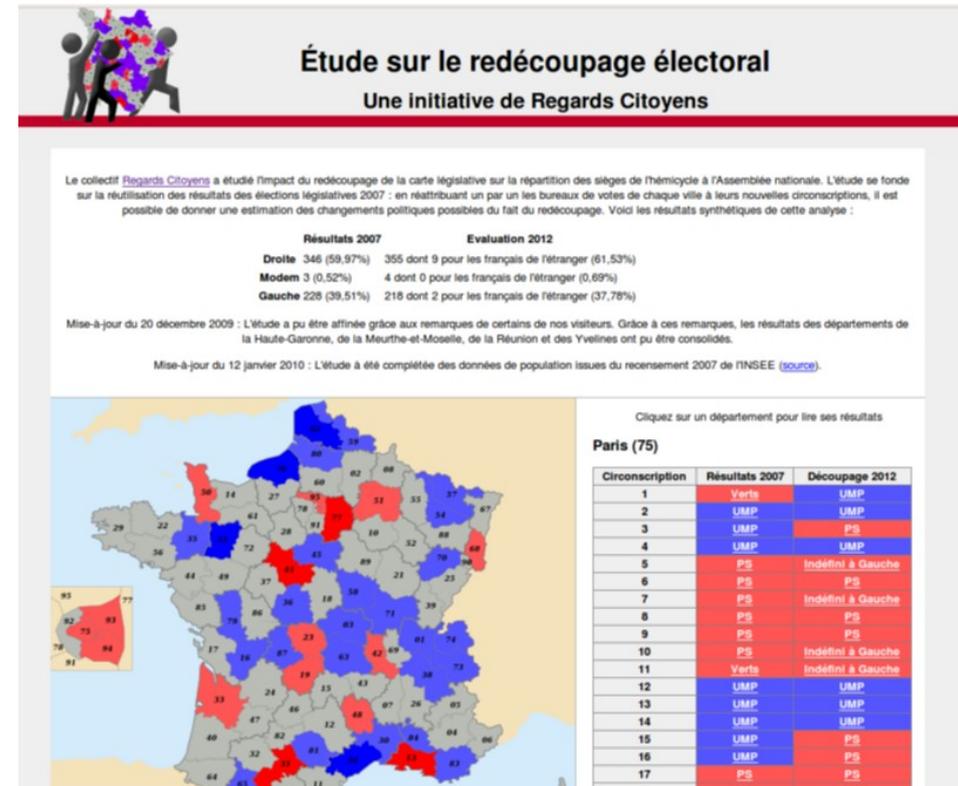
```
} else echo '<h3 class="aligncenter">'. $doc->getSignatairesString(). '</h3>';
if (count($cosign)) {
    echo '<div class="photos"><p class="aligncenter">cosignÃ©'. $feminin. " par ";
    echo '<div class="photos"><p class="aligncenter">cosignÃ©'. $feminin. ' par <span id="liste_deputes">';
    include_partial('parlementaire/auteurs', array("deputes" => $cosign));
    if (count($cosign) < 16) include_partial('parlementaire/photos', array("depute
    echo '</span>';
    if (count($cosign) < 16) { echo '<span id="photos">'; include_partial('parleme
    $cosign)); echo '</span>'; }
    echo '</p></div>';
    702     roux <?php $top = $parlementaire->getTop();
    1607     roux     $sf_response->setTitle($parlementaire->nom.' - Son activite
    ...     ...
    97     popeye <div class="fiche_depute">
    461     teymour <div class="info_depute">
    1768     teymour <h1><?php echo $parlementaire->nom; ?></h1><h2>, <?php echo $parl
    461     teymour </div>
    97     popeye <div class="depute_gauche">
    98     popeye <div class="photo_depute">
    1478     teymour <?php include_partial('parlementaire/photoParlementaire', $
    98     popeye </div>
    97     popeye </div>
    116     popeye <div class="graph_depute">
    1439     roux <?php echo include_component('plot', 'parlementaire', array
    97     popeye </div>
    97     popeye <div class="barre_activite">
    623     teymour <?php include_partial('top', array('parlementaire'=>$parlementa
    97     popeye </div>
    97     popeye <div class="stopfloat"></div>
    97     popeye </div>
    97     popeye <div class="contenu_depute">
    1633     teymour <?php include_partial('parlementaire/fiche', array('parlementaire'=>$p
    97     popeye <div class="bas_depute">
    1333     roux <h2 class="list_com">Derniers commentaires concernant <?php echo $parl
    964     roux <?php if ($parlementaire->nb_commentaires == 0) echo '<p>Le travail de
    964     roux     else {
    964     roux         echo include_component('commentaire', 'lastObject', array('object'
    964     roux             if ($parlementaire->nb_commentaires > 4)
    1378     roux                 echo '<p class="suivant list_com">'. link_to('Voir les '. $parleme
    964     roux                 <?php } ?>
    97     popeye </div>
    144     teymour </div>
```





Évaluation du redécoupage électoral

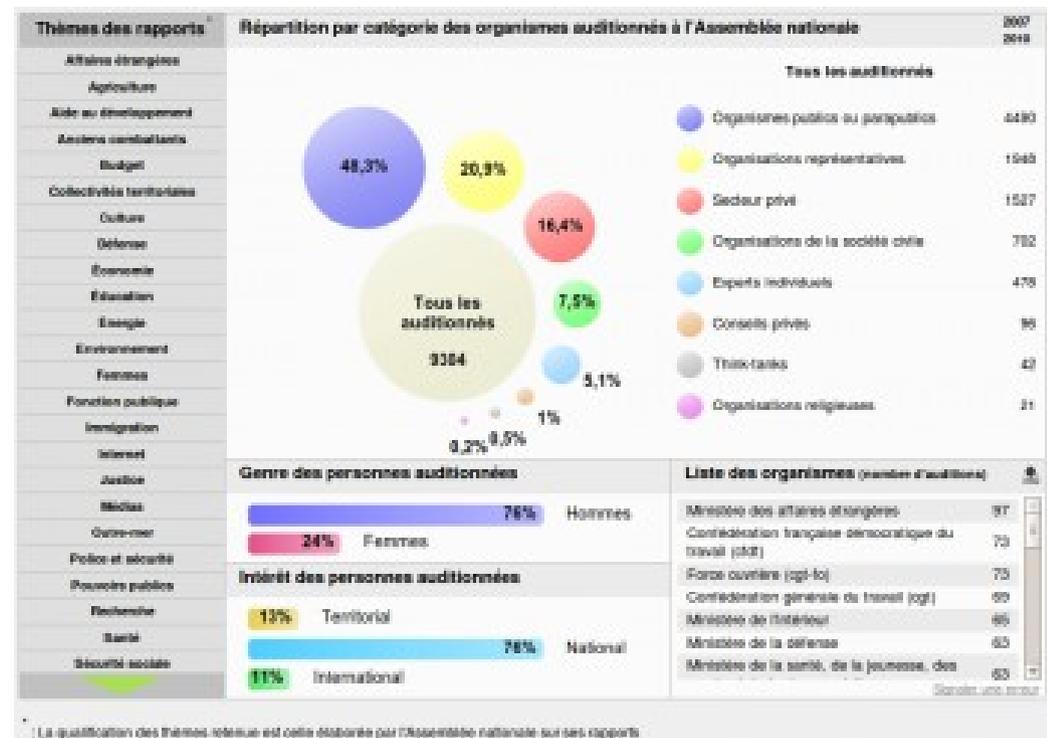
- Évaluer l'impact politique du redécoupage électoral
- Accès aux résultats à la granularité du bureau de vote
- Géolocaliser les bureaux





Étude de l'influence à l'Assemblée

- Mettre en lumière le lobbying au travers des auditions parlementaires
- Données à reconstituer en crowdsourcing (3000 participants)
- Visualiser par thèmes et catégories

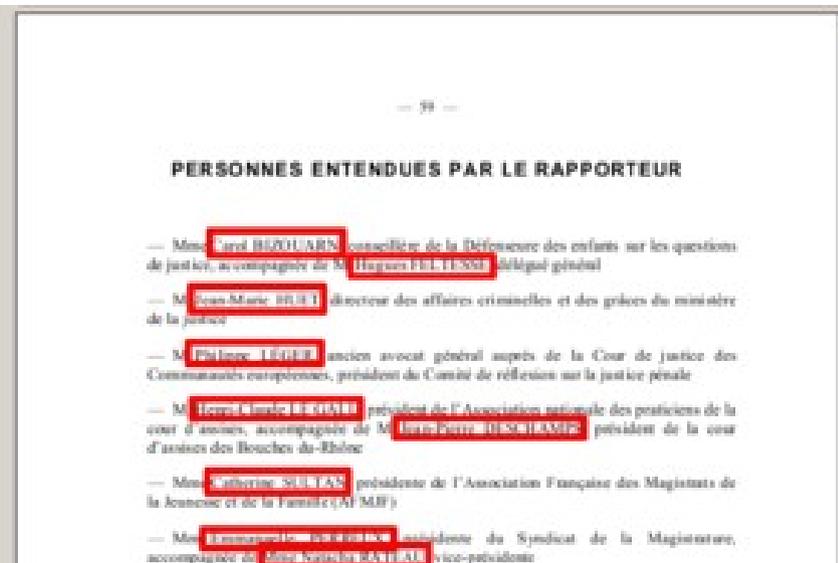
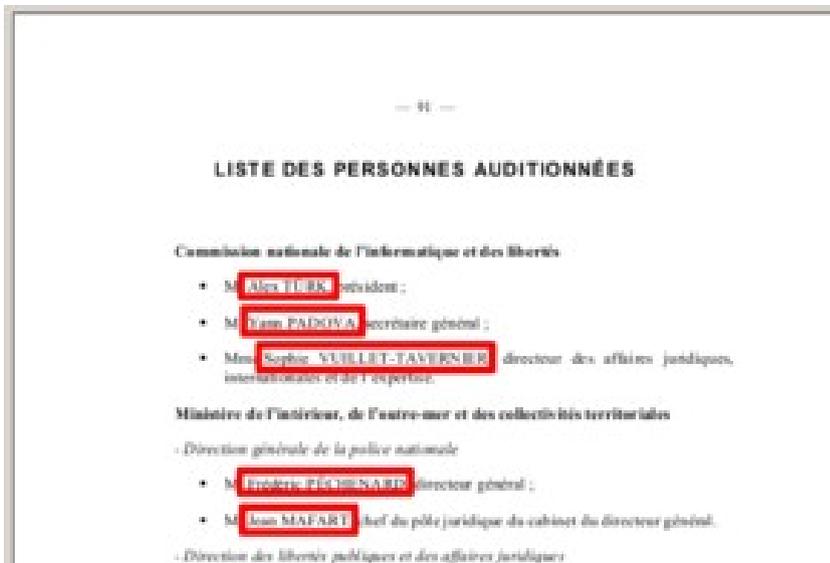




What data and how to exploit it

MPs reports may have list of hearings:

- 1) Find the lists within 1174 reports
→ Only 38% have such lists...
- 2) Identify and collect lines by names





Generating data: crowdsourcing

- 15000 audition lines
- We need information such as :
 - Sex
 - Full name
 - Function
 - Organisation

Too much work for our organisations

→ Crowdsourcing

Regardscitoyens.org TRANSPARENCE INTERNATIONALE FRANCE

Numérisons les lobbyistes de l'Assemblée nationale
Parce que l'influence du lobbying au sein des parlements, peu connue, suscite beaucoup de fantasmes, [Transparence International France](#) et [Regards Citoyens](#) s'associent pour mieux connaître les lobbyistes de l'Assemblée nationale. Depuis 2007, plus de 15 000 personnes ont été auditionnées dans le cadre de rapports parlementaires.
Pour mieux qualifier ces données, nous avons besoin de vous !
Pour nous aider à cartographier ces acteurs, il vous suffit de saisir, dans le formulaire ci-dessous, le nom de la personne, identifié dans un cadre rouge, son employeur ou l'organisme qu'elle représente, ainsi que sa fonction :

Statistiques Etre averti Connexion

Top Contributeurs

1. Nicoz (1455)
2. moira (974)
3. aline250 (752)
4. Is01 (705)
5. gregoirede... (602)

[voir le Top 50](#)

Extrait d'un rapport parlementaire :

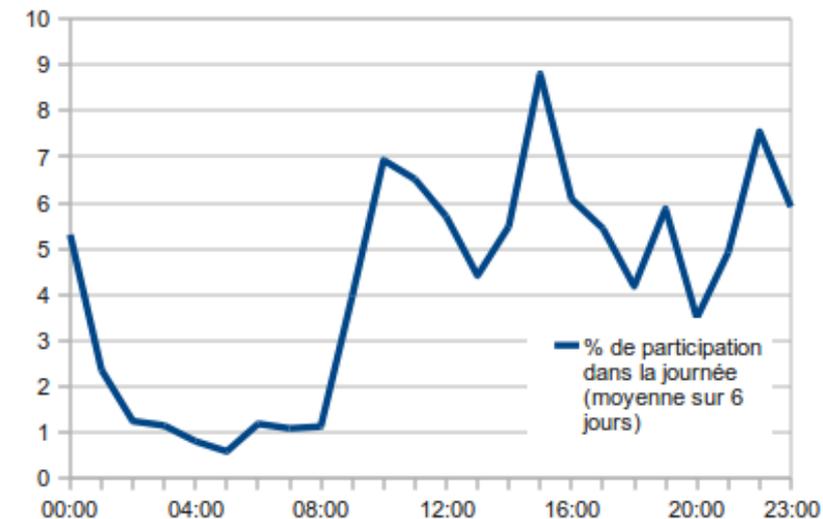
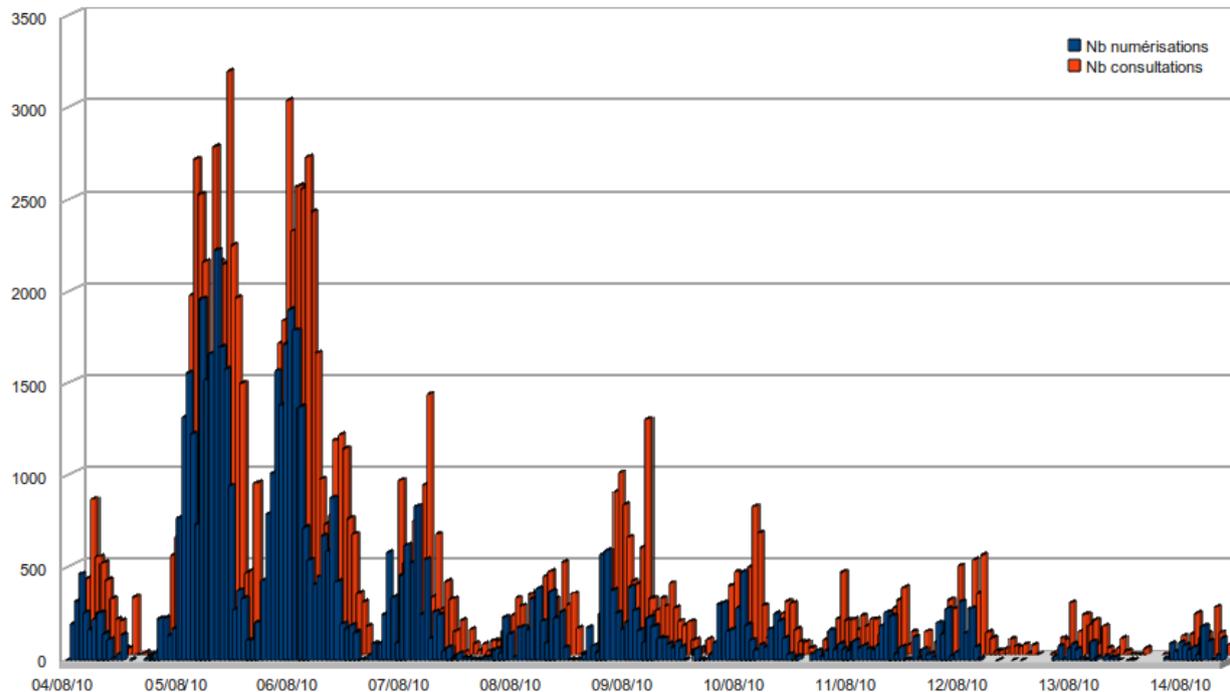
- M. Kee Keong Patrick KHAW, Institut de la microélectronique
- M. Charles LEE, Directeur stratégique du marketing, Institut de la microélectronique
- M. Daniel NOGUEIRA, Directeur des achats, Soitec Singapore
- M. Patrick PLANTE, Président Directeur général, Centre Thales Technologie de Singapour
- M. Bertrand STOLTZ, Directeur financier, STMicroelectronics Asia Pacific
- **M. Chor Shen TAY, Conseil de recherche pour la science et l'innovation**
- M. Keng Hwa TEO, Responsable...

<http://regardscitoyens.org/lobbyistes/>



Great participation

Each line treated at least by 3 different people → 45000 actions



3214 people in only 10 days when expecting 2 months



Resulting data consolidation

The work was not over, need to :

- **Assemble common auditions** and regroup
- **Group same organisations** with different names
- **Categorise organisations** along new typology inspired by EU's Parliament lobbyists registry:
 - Public sector
 - Unions
 - Private companies
 - Civil Society
 - Individuals
 - Lobbyists & councils
 - Think-tanks
 - Religious organisations

→ **Freebase Gridworks + homemade app used**



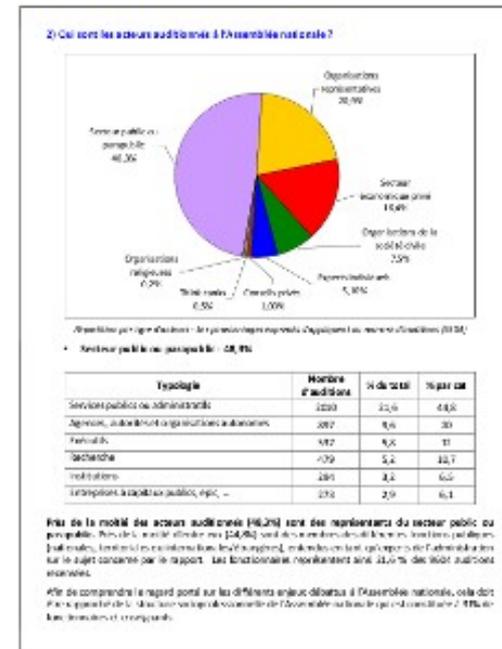
First results : lack in transparency

- Official Parliament's register: only 124 organisations
- Our study:
 - 15451 people heard
 - 9304 grouped hearings
 - 4635 heard organisations
- Only 24% women



Liste des représentants d'associations

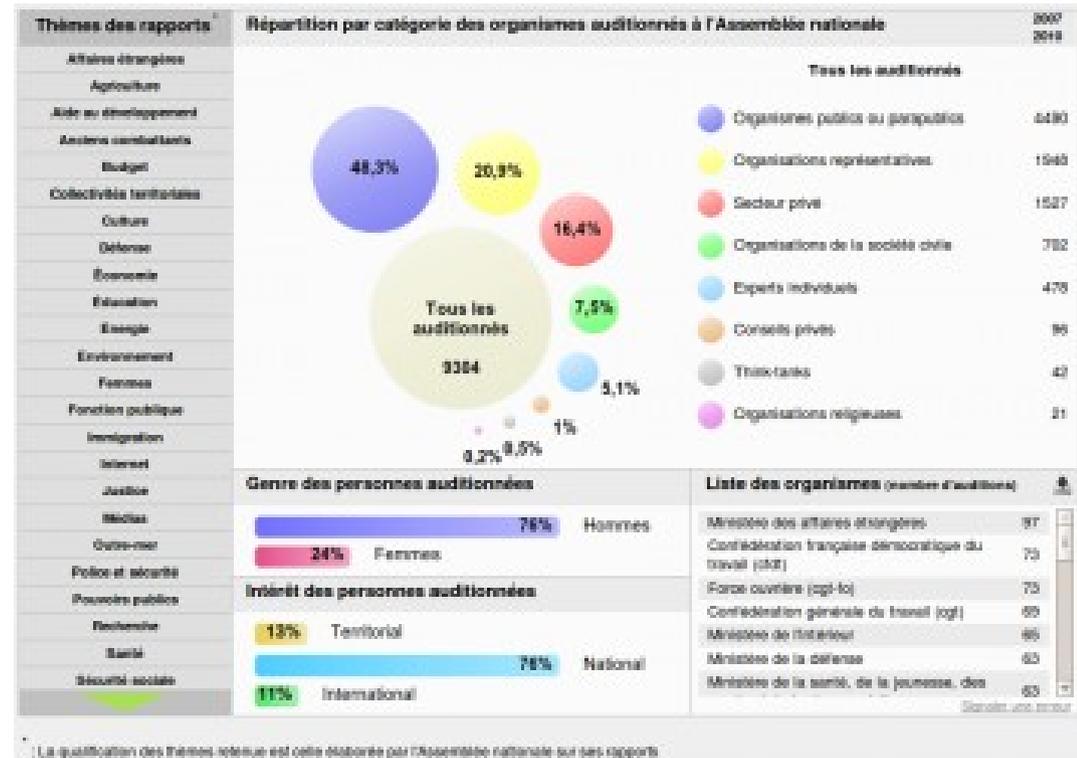
Nom	Fonction	Adresses représentatives	Adresse	Adresse de l'Assemblée
M. François GUILLET	Directeur de cabinet	Association des Chercheurs, Techniciens de Commerce et Étudiants (ACTCE)	ACTCE	Département public
M. Daniel MORDRE	Président	Association des Chercheurs, Techniciens de Commerce et Étudiants (ACTCE) Fédération générale des FNE (FNE) - Fédération Française des Étudiants - Fédération Française des Étudiants de l'Étranger (FNEE) - Fédération Française des Étudiants de l'Étranger (FNEE)	FNEE FRANCE	Association
M. Robert GONZALEZ	Chargé de mission (PES)	AP 201 (Association pour le Développement des Étudiants de l'Étranger)	AP 201	Département public
Mme Patricia MATHIAS	Directrice générale - Chargée de mission pour le Développement des Étudiants de l'Étranger	ACTCE	ACTCE	Département public





Browsing the results by themes

- Globally:
 - 1) Public sector: 48%
 - 2) Unions: 21%
 - 3) Private sector: 16%
 - 4) Civil society: 7%
- Thematic specificities:
 - economy, energy culture, internet, ...
 - women, society, development help, ...



<http://regardscitoyens.org/etude-lobbying/>

OPEN DATA

OPEN CONTENT



Conclusions

- Serious lack in transparency
 - Missing list in reports (62% don't list the hearings)
 - Misrepresentation of the official registry
 - 4635 organisations found vs. 120 officially published
- The emerged part of the iceberg
 - Hearing is one of the 5 tools used by lobbyists
- Need for better registry and rules
 - Alter-EU.org initiative





De l'OpenData sans le savoir !

- Création, reconstruction des données publiques :
75% du temps de travail
- Redistribuer les données
- Plus de données publiques
→ plus d'initiatives citoyennes



Nos
Données
Le data-gov.fr citoyen **.FR**



Des standards OpenData à respecter

- Mouvement international de l'OpenData
→ standards internationaux



- Lever les barrières à la réutilisation :
 - Financières : la gratuité des données par défaut
 - Juridiques : adopter des licences libres (accès, réutilisation, modification, redistribution)
 - Techniques : utiliser des formats ouverts, lisibles par les hommes comme par les machines sans risque juridique
- Élargir le cadre de l'ouverture :
EPIC, EPA, sociétés publiques, délégations de service public, ...



L'OpenData : c'est quoi ?

- Mise à disposition libre des données publiques
 - Du service public (Etat, collectivités, entreprises, ...)
 - Non-personnelles
 - Non soumises au secret
- Gratuitement
- Sous des formats ouverts
- Sous licence libre pour assurer la réutilisation (OpenDataCommons/CC0/LO)





L'OpenData à l'international

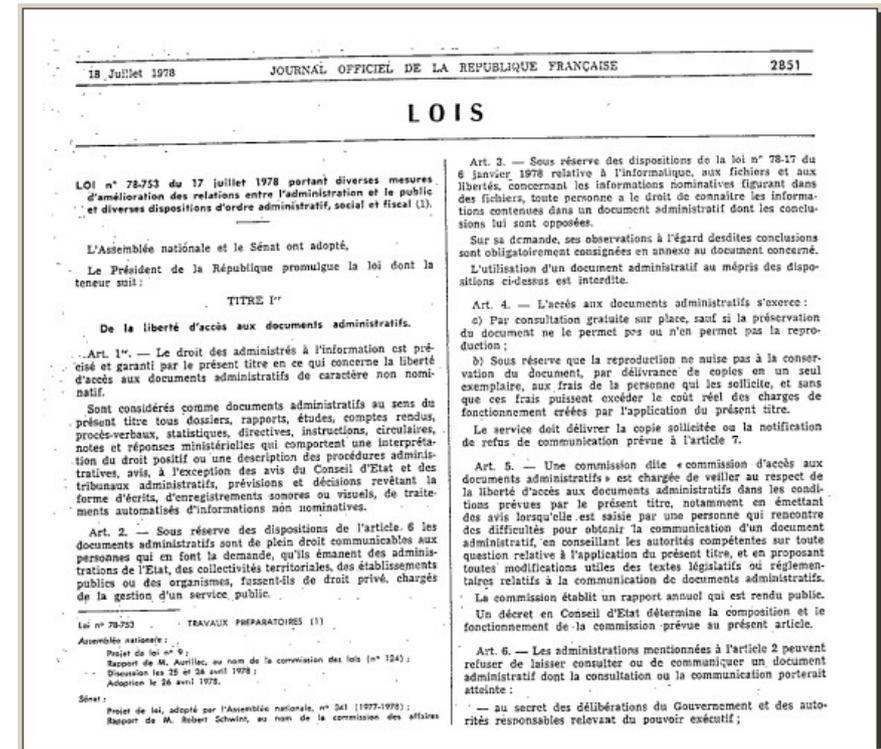
- Droit d'accès à l'information (FOI) reconnu dans de nombreux pays <http://www.Access-Info.org>
- Mouvements citoyens : mySociety, OKFN, Sunlight, ...
- Plateformes nationales :
USA, UK, AU, NZ,
Maroc, Kenya, ...
- Plateformes locales :
NY, SF, Toronto, ...

The screenshot shows the DATA.GOV website interface. At the top, there's a navigation bar with links for HOME, DATA, APPS, COMMUNITY, METRICS, OPEN DATA SITES, GALLERY, and WHAT'S NEW. The main content area features a large banner for the 'SBA SMALL BUSINESS LOANS & GRANT PROGRAM' with an image of a \$100 bill. To the right, there's a section for 'Earthquake and Tsunami Datasets and Information' with links to 'Worldwide M1+ Earthquakes, Past 7 Days', 'RadNet Map Interface for Near-Real-Time Radiation Monitoring Data', 'Search other related datasets', and 'World Earthquake Interactive Map Demo'. Below this is a search bar labeled 'SEARCH OUR CATALOGS'. The bottom section is divided into three columns: 'DATA AND APPS' (listing 389,730 raw and geospatial datasets, 1,019 government apps, 236 citizen-developed apps, 51 mobile apps, 172 agencies and subagencies, and a suggestion to suggest a dataset or app), 'COMMUNITIES' (inviting users to explore, discuss, and meet others in the same field), and 'OPEN GOVERNMENT' (highlighting the latest news about the Japanese Earthquake and Radiation Data, including real-time alerts and data related to earthquakes off the coast of Japan and radiation levels in US). Each column has a 'MORE' button at the bottom.



1978 Loi CADA : un départ rapide...

- Loi à visée démocratique et pro-transparence
- Une des premières lois en Europe sur l'accès aux documents publics
- Une autorité indépendante visant à aider les citoyens (sur les aspects juridiques et institutionnels)





... mais contraint et limité (1978)

- Améliorations nécessaires à la loi CADA :
 - Absence de liste des documents existants
→ les citoyens doivent les identifier eux-mêmes
 - Pas de pouvoir d'investigation de la CADA
 - Pas (encore...) de cadre contraignant
 - Pas (encore...) de droit à la ré-utilisation



80/90 : La ruée vers les données

- Les institutions publiques ferment progressivement leurs données :
 - IGN :
 - mise à disposition payante des cartes et observations supposées gratuites
 - budget croissant tiré des ventes
 - Meteo-France, INSEE, ...
 - Information légale et juridique
 - initialement Reuters et éditeurs juridiques



Début 2000 : la bataille du droit

- Faire de l'accès au droit un service public
 - LegiFrance.gouv.fr
- Forte opposition des éditeurs
 - mise devant le fait établi progressivement
- Arrivée à un compromis :
 - Accès libre aux textes & lois
 - Ré-utilisation payante

The screenshot shows the Legifrance.gouv.fr website. At the top, there is a header with the logo and the text 'LE SERVICE PUBLIC DE LA DIFFUSION DU DROIT'. Below this, there is a navigation menu with categories such as 'Sites juridiques', 'Droit français', 'Droit européen', and 'Droit international'. The main content area is titled 'Lois et règlements' and contains a search bar and a list of recent legislative acts, including 'Décret du 29 juin 2011 relatif à la composition du Gouvernement' and 'LOI n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité'. The right sidebar features 'Le Journal officiel de la République française' and 'Actualité juridique'.



2005 : Création de l'APIE

- Promotion du Patrimoine Immatériel de l'Etat
- Faire de la France une marque
- Vendre les données autant que possible :
 - Discrimination des usages notamment commerciaux
 - Base des prix du pétrole (créée à l'origine pour assurer plus de transparence) : 38 000 €
 - Budgets des collectivités : 130 000 €





2005 : Transposition directive PSI

- Reconnaissance du droit de ré-utilisation
- Données culturelles exclues : merci la France !...
- Données des entreprises publiques ou exerçant une mission de service public exclues
- Prochaine révision en réflexion au niveau de la Commission Européenne



2009 – ... Transparence en avant

- La société civile pousse pour l'OpenData
- Projets citoyens de transparence des institutions
- 1^{er} OpenDataCamp à Paris (12/2009)
- Catalogues de données :
 - Projet communautaire et citoyen (LL CKAN) :
<http://www.NosDonnees.fr>
 - Projet commercial :
<http://Data-Publica.fr>
- Premières expériences de data-journalisme





Initiatives citoyennes locales

- Pétitions / Lettres ouvertes

- LiberTIC Nantes
- Toulouse
- Tours
- Barcamps
- Bourgogne
- Paris

OpenDataToulouse
Demiers changements Index

[Accueil](#) [Nouvelles](#) [Qu'est-ce que l'open data ?](#) [Lettre au Grand Toulouse](#) [Signer la lettre !](#) [Signataires](#)

Lettre au Grand Toulouse

Le 4 avril 2011, un collectif de citoyens, associations et entreprises de la région toulousaine a adressé la lettre suivante (inspirée de celle de [LiberTIC](#), merci à eux) à M. Pierre Cohen, Président du Grand Toulouse.

Si vous souhaitez soutenir cette initiative, vous pouvez :

- Signer la lettre vous aussi, car un grand nombre de signataires sera une démonstration que la société civile est sensible à cette question.
- Nous rejoindre sur cette [liste de diffusion](#) afin de vous tenir au courant des dernières nouvelles et de contribuer à sensibiliser le Grand Toulouse mais aussi nos concitoyens.

Monsieur le Président,

Après ses collègues de Paris, Rennes, Bordeaux, etc., Jean-Marc Ayraut, Député-Maire de Nantes et Président de Nantes Métropole a annoncé à l'occasion de l'inauguration de la Cantine Numérique nantaise, jeudi 3 février 2011, que Nantes se lançait dans l'open data



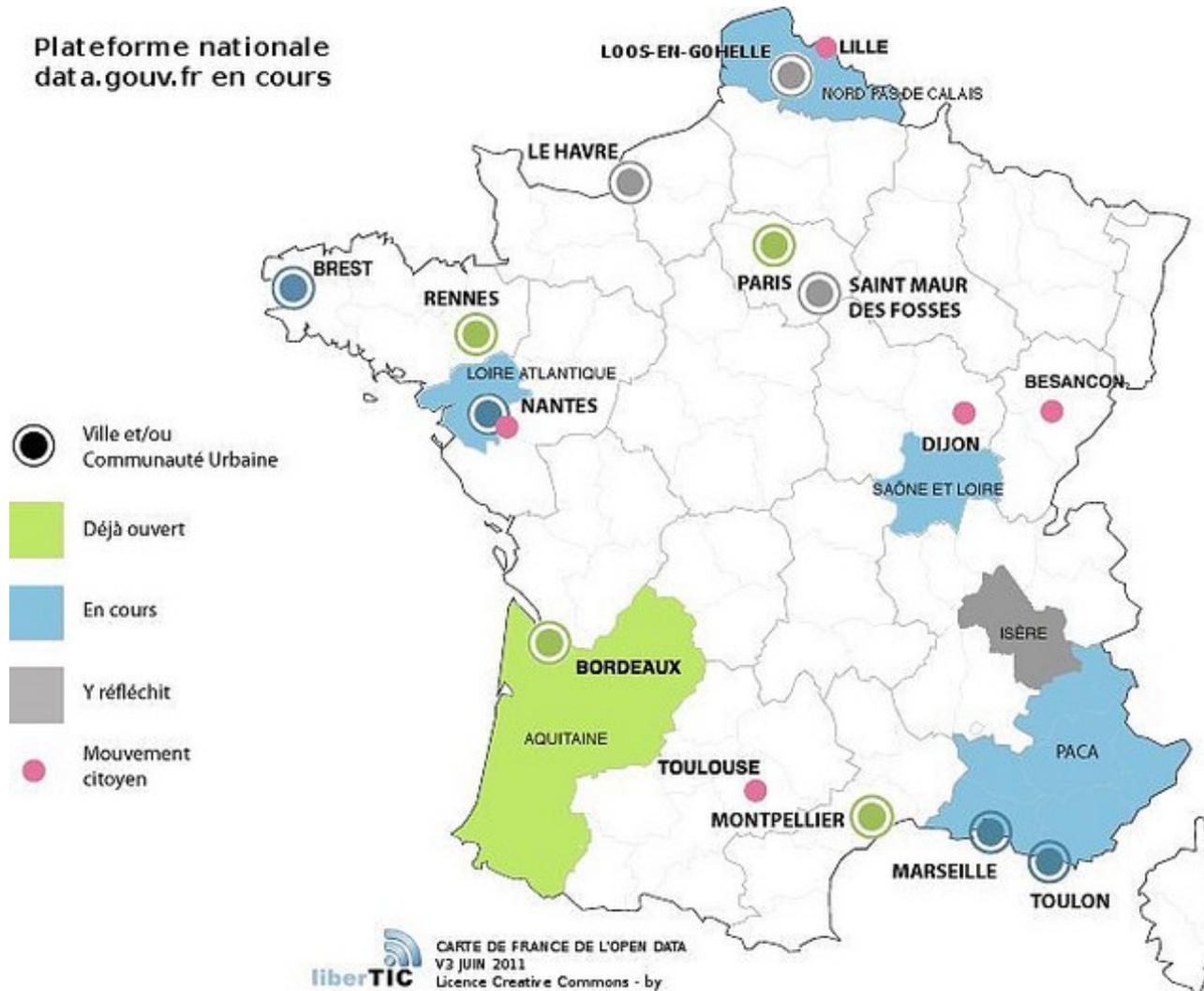
Initiatives locales

- Pionnier : Rennes
 - Licence NC au début, puis ouverture progressive
- Paris
 - Sous licence ODbL traduite par VVL après dialogue avec la communauté
- Montpellier, Bordeaux, ...
 - NC pour le moment, considèrent l'ODbL, à suivre...
- Nantes, Aix, Marseille, ...



Carte de France actuelle

Plateforme nationale
data.gouv.fr en cours





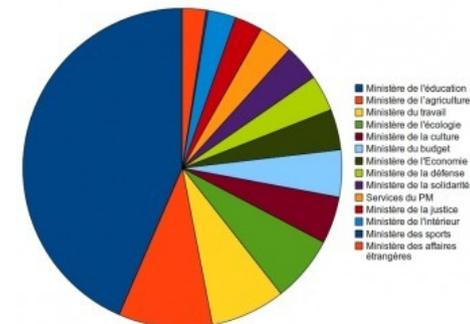
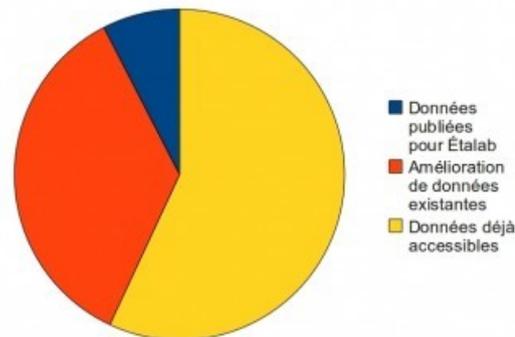
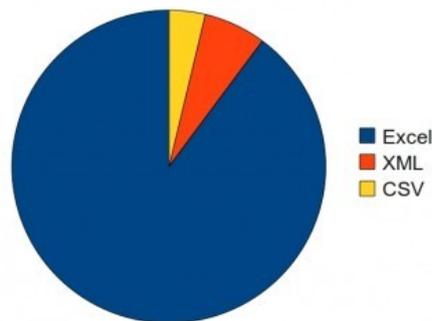
Les licences OpenData

- Situation en voie de normalisation (Étalab vient de publier la Licence Ouverte)
- 2 modèles devraient subsister
 - Open DataBase Licence (OdbL) → BY-SA
 - Licence Ouverte → BY
- Les licences avec des clauses de non altération de données ou Non-Commerciales ne sont pas des licences libres



Niveau national : EtaLab

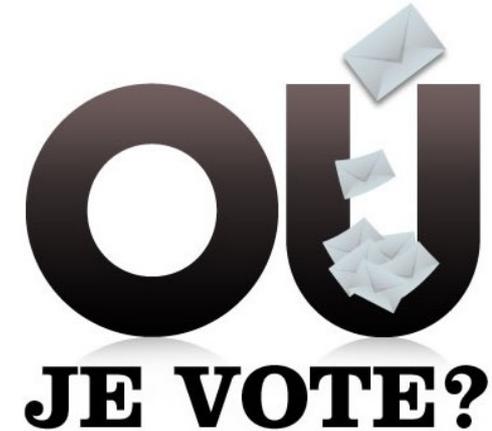
- Initiative du gouvernement en vue de data.gouv.fr
 - Equipe créée en janvier 2011
 - Plateforme OpenData sortie aujourd'hui
 - Nouveau cadre légal pour limiter les données payantes
 - Nouvelle Licence Ouverte schéma BY
 - Beaucoup de formats propriétaires





Exemples d'utilisation de données

- Application de géolocalisation des bureaux de vote (par OWNI)
- Version WebSémantique de NosDeputes.fr (DataLift)



Snorql: Exploring <http://data.lirmm.fr/nosdeputes/sparql>

SPARQL:

```
PREFIX v: <http://www.w3.org/Submission/vcard-rdf/>
PREFIX rdfs: <http://www.w3.org/2000/01/rdf-schema#>
PREFIX db: <http://data.lirmm.fr/nosdeputes/resource/>
PREFIX oan: <http://data.lirmm.fr/ontologies/oan/>
PREFIX foaf: <http://xmlns.com/foaf/0.1/>
PREFIX d2r: <http://sites.viasat.fr/berlin.de/suhl/bizer/d2r-server/config.rdf#>
PREFIX owl: <http://www.w3.org/2002/07/owl#>
PREFIX xsd: <http://www.w3.org/2001/XMLSchema#>
PREFIX map: <file://nosdeputes.nsf>
PREFIX rdf: <http://www.w3.org/1999/02/22-rdf-syntax-ns#>
```

```
SELECT DISTINCT * WHERE {
  ?s ?p ?o
}
```

LIMIT 10

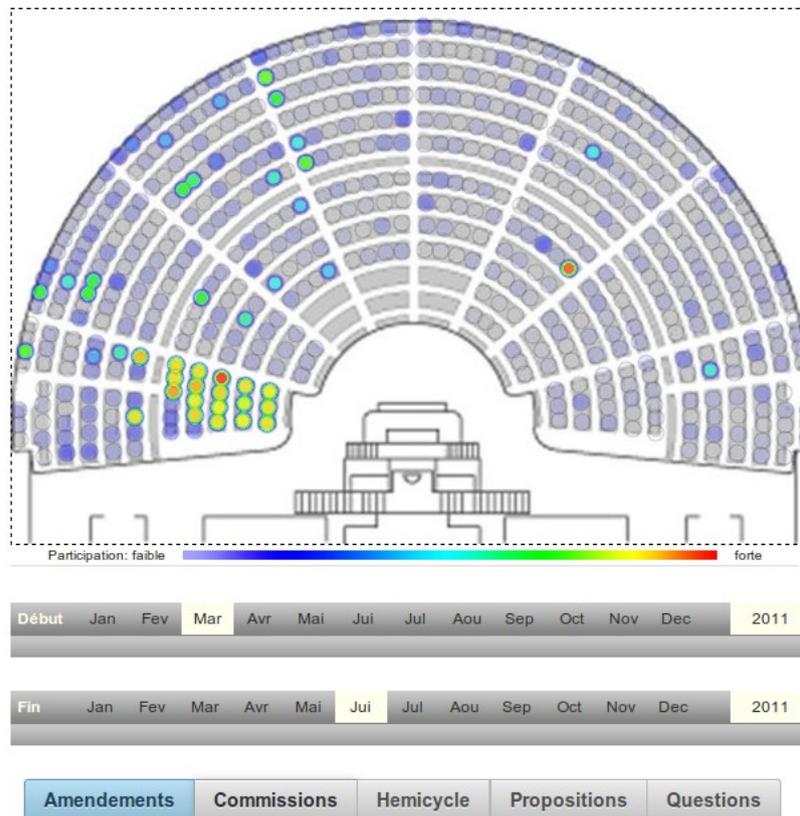
Results:

Browse:
• [Classes](#)
• [Properties](#)



Exemple d'utilisation de données

- Visualisation de l'activité parlementaire (PolitiMap)



Qu'est-ce?

PolitiMap est une application web qui permet de visualiser les informations disponibles sur nosdeputes.fr

Que vois-je?

La requête actuelle montre la participation dans l'hémicycle des députés du mois d'avril à juin 2011.

Vous pouvez modifier cet affichage en changeant la recherche sous l'image de l'Assemblée

Gilles Carrez



[Plus d'info](#)

PolitiMap

[code](#)
[api](#)

[heatmap.is](#)
[kinetic.is](#)
[tetalab](#)



Dans le domaine de la santé

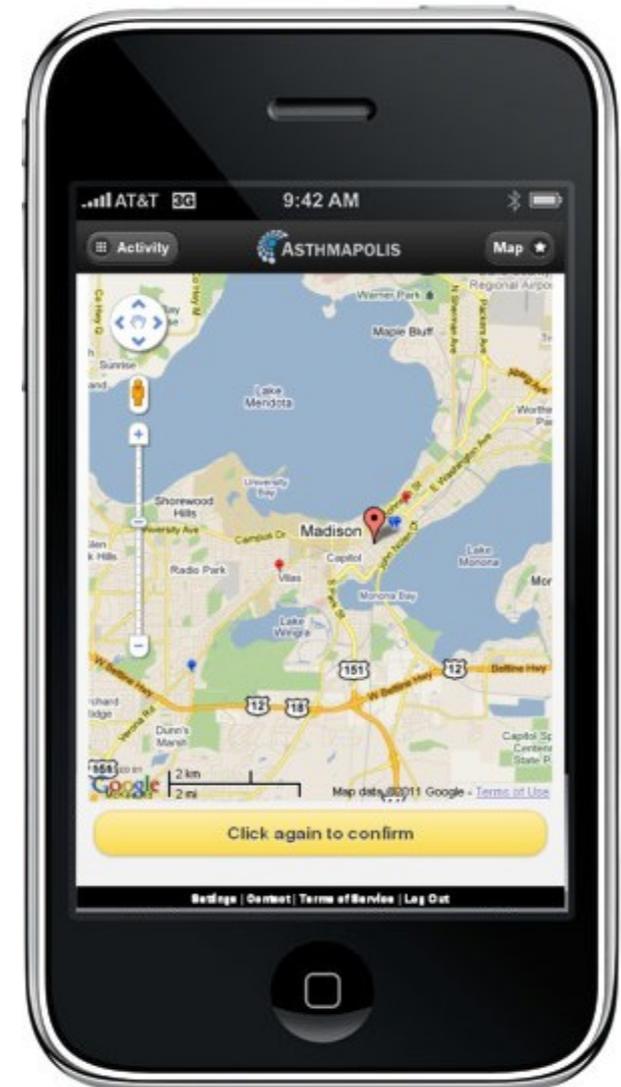
- Des précurseurs avec Thomas Shapter John Snow et le choléra





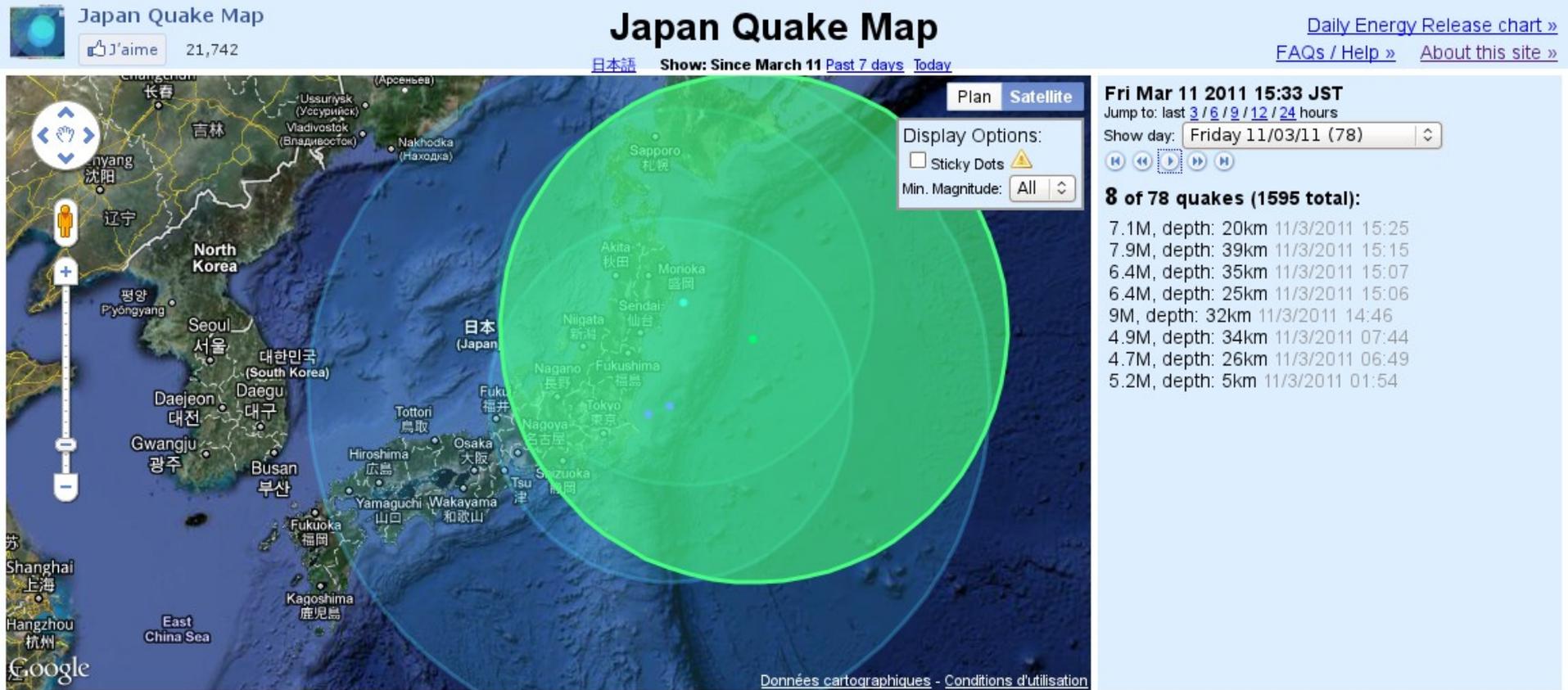
Dans le domaine de la santé

- Asthmapolis
- Position des défibrillateurs ?
(Besoin de données publiques et privées)
- Cartographie dynamique d'épidémiologie ?
- ...





Japan quake map

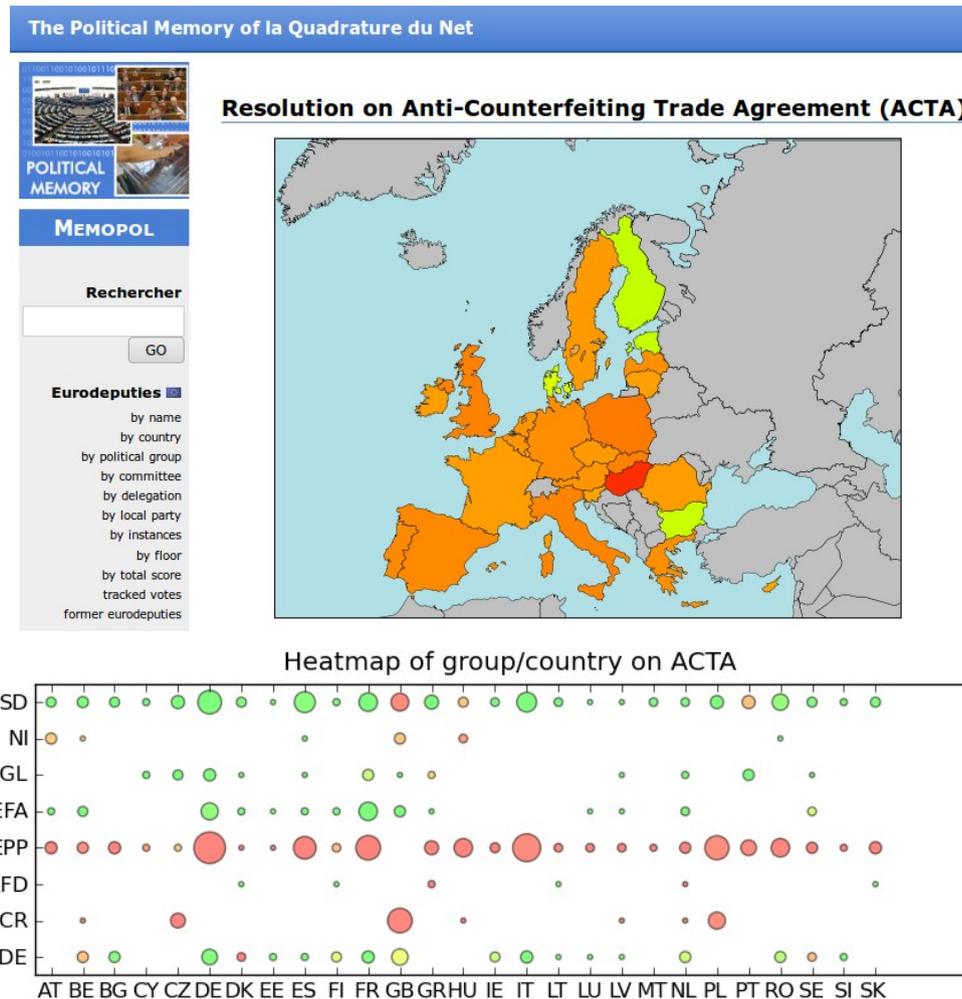


- <http://www.japanquakemap.com/>



Réutilisations par la société civile

- La Quadrature du Net : Mémoire Politique





Réutilisations par la société civile

- OpenAidData (Busan 2012)

AidData OPEN
TRACKING DEVELOPMENT FINANCE

[Home](#) [Geocoding](#) [IATI](#) [Mapping for Results](#) [Events](#) [AidData](#)

Search Open.AidData: [Go](#)

Welcome to the Open.AidData toolkit - a set of tools and resources for sharing, using, and interpreting aid information



GEOCODING

Allows a wide range of users to assess where aid goes and what impact it has. Access the African Development Bank and World Bank latest datasets.



IATI INTERNATIONAL AID TRANSPARENCY INITIATIVE

The International Aid Transparency Initiative (IATI) is a global initiative to make aid information more accessible and useful.



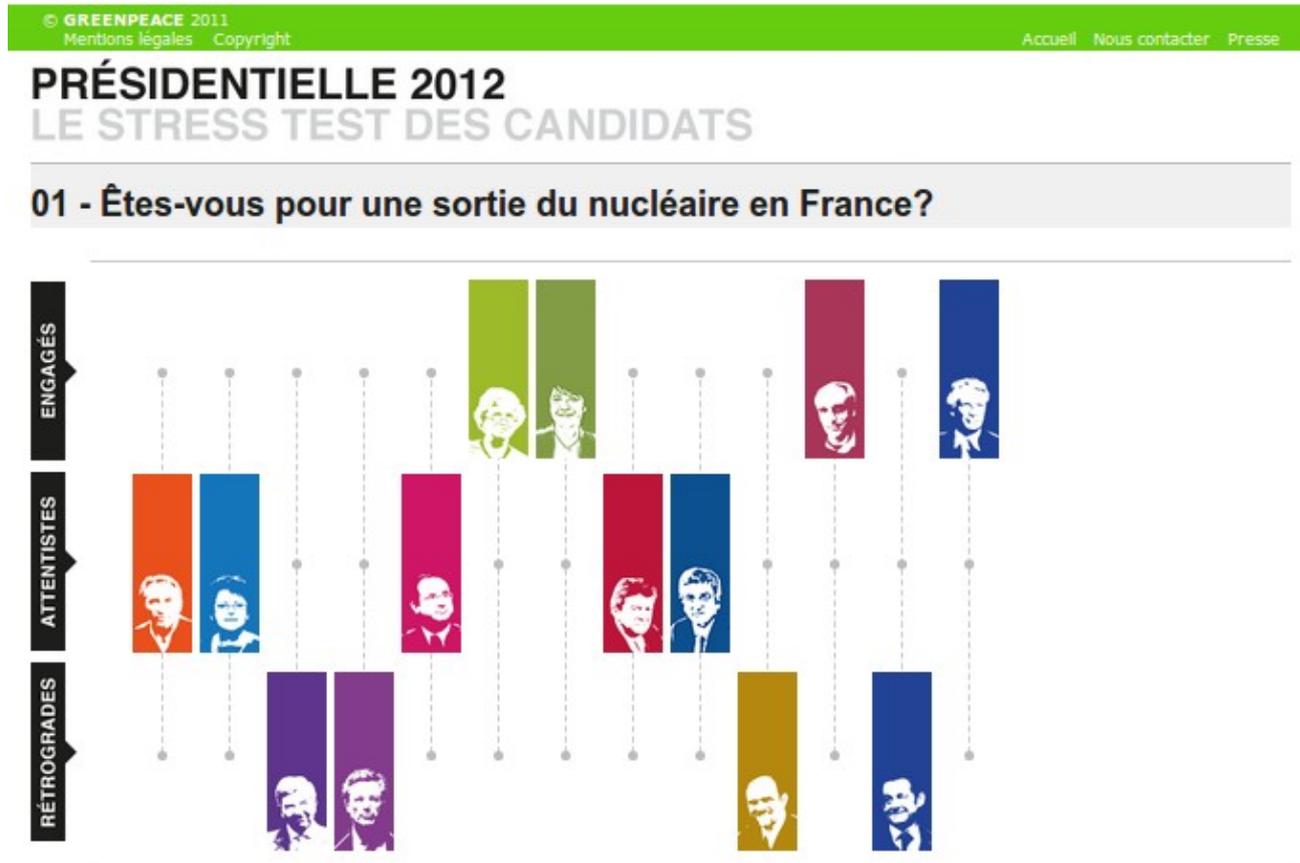
Mapping for Results

Mapping for Results is a partnership between AidData and the World Bank to show the precise locations where aid flows are directed.



Les ONG ont aussi des données

- Élections 2012 : Classements & Questionnaires





Merci de votre attention



<http://RegardsCitoyens.org>

@RegardsCitoyens